



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 213

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Sylvie Andrieux, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Sylvie Andrieux. Monsieur le Premier ministre, les Français sont extrêmement inquiets et éprouvent de plus en plus de difficulté à joindre les deux bouts au quotidien, à cause de la baisse de leur pouvoir d'achat. Tout augmente, sauf les salaires. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Il est impossible de parler de pouvoir d'achat sans poser la question de l'augmentation des salaires et des petites retraites.

Votre gouvernement a refusé de donner un coup de pouce à l'augmentation du SMIC et refuse même, en tant qu'employeur, de garantir le pouvoir d'achat des fonctionnaires. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) L'augmentation prévue pour les retraites pénalisera fortement l'ensemble des retraités, au premier rang desquels les bénéficiaires des petites pensions, puisque l'augmentation envisagée sera inférieure à l'inflation annoncée.

Le groupe socialiste a inscrit à l'ordre du jour de demain, sur cette question prioritaire pour les Français, une proposition de loi simple, juste et financée. Nous proposons l'augmentation des salaires dans le cadre d'une conférence nationale sur les salaires et le pouvoir d'achat, l'augmentation de 50 % de la prime pour l'emploi - qui, à la différence de votre paquet fiscal de 15 milliards d'euros qui ne bénéficie qu'à quelques-uns, concernerait 9 millions de salariés (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*) - et le conditionnement des aides publiques, qui seraient réservées aux entreprises augmentant les salaires.

Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement sera-t-il demain au rendez-vous et prendra-t-il en compte la question du pouvoir d'achat, qui est au cœur des préoccupations des Français ? (*" Très bien ! " et applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'emploi. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est au Premier ministre de répondre !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, des finances et de l'emploi*. Madame la députée, je suis heureuse que vous vous fassiez porte-parole du Gouvernement (*Sourires*), car ce que vous décrivez est précisément ce que nous avons fait avec la conférence nationale pour l'emploi, le pouvoir d'achat et le coût du travail : discuter de l'impact du SMIC et des trappes à bas salaires, examiner avec les partenaires sociaux l'ensemble des mesures que nous pouvons prendre pour augmenter les salaires.

Nous avons, à cet effet, formulé une proposition très précise, que le Gouvernement a reprise et à laquelle les partenaires sociaux sont tous particulièrement sensibles : le conditionnement des allègements de charges à l'engagement annuel de renégocier chaque année les salaires. Voilà l'engagement que nous avons pris. Je vous remercie infiniment d'y souscrire. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Je tiens enfin à tordre le cou à une contrevérité que vous assénez séance après séance : ces 15 milliards

d'euros correspondent, pour plus de 80 %, à des mesures destinées à l'ensemble de nos concitoyens. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Les heures supplémentaires, le crédit d'impôt pour les intérêts d'emprunt et l'abattement sur droits de succession sont pour tous les Français, et non pas seulement pour les riches comme vous vous obstinez à le dire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Monsieur Roy, vous savez que nous devons lutter contre le bruit. (*Sourires.*) Pour la santé de vos voisins dans l'hémicycle, je vous demande de cesser de hurler.

Données clés

Auteur : [Mme Sylvie Andrieux](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 213

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, finances et emploi

Ministère attributaire : Économie, finances et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 29 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 29 novembre 2007